

Mourir pour le Tchad

** Il a fallu que onze soldats français périssent dans une embuscade pour que cette guerre cesse d'être clandestine*

« Ce que l'on a improprement appelé la guerre du Tchad touche à sa fin. » Après cette déclaration, en mars, du général Edouard Cortadellas, commandant la force d'intervention française au Tchad, après l'annonce, en mai, du retour en France de plusieurs compagnies de légionnaires, après les réponses « rassurantes » des membres du gouvernement à plusieurs questions de parlementaires, il a fallu la mort, l'autre dimanche, de onze parachutistes français du 6^e régiment interarmes d'outre-mer (R.I.A.O.M.), pour que l'on rouvre le dossier du Tchad. Un dossier que l'on avait refermé un peu vite.

En une seule embuscade, les forces françaises d'intervention viennent de perdre autant d'hommes que pendant les huit derniers mois. Et cet accrochage inquiète d'autant plus les gouvernements tchadiens et français qu'il révèle un net durcissement de la guérilla dans l'une des régions du Tchad qui se prête le mieux à ce genre de combat : le Tibesti.

Jusqu'à ces derniers mois, les bérets verts du 2^e régiment étranger de parachutistes (R.E.P.) ou les bérets rouges du 6^e R.I.A.O.M. n'avaient rencontré dans le nord du Tchad que des bandes de Toubbous, mal organisées, munies d'un équipement vieillot et disparate, et dont les armes principales étaient une profonde connaissance du terrain et une très grande mobilité.

L'embuscade de l'autre dimanche a montré que les rebelles savent, désormais, monter des embuscades et surtout qu'ils disposent d'un armement abondant et moderne. Des fusils-mitrailleurs et des mortiers ont été utilisés pendant l'accrochage.

Pleins pouvoirs

A l'image traditionnelle du guerrier du nord toubbou, porteur d'un armement désuet, se substitue celle d'un « rebelle », habillé comme un gommier, muni d'armes modernes et instruit, sinon encadré, par des spécialistes de la guérilla.

D'où viennent les armes ? D'où viennent les instructeurs ? Le Frolinat (Front de Libération nationale du Tchad) a-t-il réussi à renforcer son contrôle sur les groupes de Toubbous peu perméables aux influences extérieures ? Les rebelles du Soudan du Sud ont-ils pu, malgré les interventions de mercenaires français, forcer

la frontière tchadienne et livrer des armes aux « rebelles tchadiens » ? Les dirigeants libyens respectent-ils l'engagement qu'ils avaient pris de ne plus soutenir la guérilla, au moment de la vente des « Mirage » par la France ?

Le président Tombalbaye, chef de l'Etat tchadien, a déjà répondu à quelques-unes de ces questions. Au cours d'une réunion qui s'est tenue, mercredi dernier, le gouvernement et le bureau du Parti progressiste tchadien (l'unique parti autorisé) ont entendu une déclaration du président de la République dénonçant « l'ingérence plus active de l'étranger dans nos affaires ». Au cours de cette réunion les dirigeants tchadiens ont décidé de constituer un « groupe de patriotes » qui devra notamment « réfléchir sur l'organisation de la défense de Borkoh-Ennedi-Tibesti (le département nord du Tchad, désertique, grand comme la France, où vivent 60 000 Toubbous) en cas de départ des troupes françaises. » Au cours de cette même réunion, les pleins pouvoirs ont été attribués au président Tombalbaye.

Le port du turban

Les premiers troubles sérieux ont éclaté en 1965. Dans la région de Mangalmé, au centre du pays, les éleveurs moubis se soulèvent pour protester contre les augmentations d'impôts : la taxe civique a été quadruplée et un impôt forcé — payable en bétail — a été lancé. Presque au même moment, à 1 000 kilomètres de là, les Toubbous de Bardai, qui ne peuvent plus supporter les amendes pour des motifs futiles comme le port du turban, se révoltent. La répression de l'armée nationale tchadienne est féroce.

Pour que des hommes aussi différents que les Toubbous de Bardai et les Moubis de Mangalmé se soulèvent au même moment, il faut que les conditions de vie soient devenues intolérables : elles le sont. Après le départ des Français en 1960, les Tchadiens ont le sentiment, non pas de découvrir la liberté, mais de changer de colonisateur : au colon et à l'administrateur européen succède le fonctionnaire tchadien imbu de son savoir et de son pouvoir.

Mais à Fort-Lamy, François Tombalbaye renforce son pouvoir. Pendant son ascension, il a protégé ses arrières en éliminant tous ses ennemis et même une partie de ses amis.



En 1962, il interdit tous les partis sauf le sien, le Parti progressiste tchadien. En 1964, un amendement constitutionnel institutionnalise le régime de parti unique et consacre la primauté du parti sur le gouvernement. La dernière étape est franchie lorsque Tombalbaye décide de réduire les possibilités d'expression des musulmas, qui représentent pourtant plus de la moitié de la population.

Un chirurgien

L'opposition est réduite à néant ou presque. Ses leaders sont en exil. Une police politique aveugle et toute-puissante étouffe toute velléité de critique du pouvoir. Conséquence : le 22 juin 1966 un Tchadien de souche musulmane, Ibrahim Abatcha, fonde au Soudan le Front de Libération nationale du Tchad (Frolinat).

Son but : politiser le mécontentement populaire. Ses modèles : Le Caire, Alger. Sa méthode : former au cœur des bandes déjà existantes des noyaux politiques chargés d'encadrer les groupes de combattants et de leur définir des perspectives politiques. Après la mort à l'automne de 1967 d'Ibrahim Abatcha, au cours d'un accrochage avec l'armée nationale tchadienne, c'est El Hadj Issaka, un ancien chef de canton évincé par le gouvernement de Tombalbaye qui devient chef d'état-major du Frolinat. Mais le principal responsable du front, son porte-parole et son secrétaire général depuis deux ans, est un chirurgien de 45 ans, le docteur Abba Siddick, marié à une Française. Abba Siddick, qui vit aujourd'hui entre Le Caire et Alger, vient de se rendre dans les pays révolutionnaires de la région.

Les options politiques fondamentales du Frolinat sont de renverser le régime dictatorial et néo-colonialiste imposé par la France et d'instaurer un gouvernement de coalition nationale.

Après la formation du Frolinat,

les actions contre certains chefs accusés d'être traîtres à la population, contre les percepteurs qui collectent quatre fois le même impôt, contre les forces de l'ordre, contre les préfetures se multiplient. Le gouvernement de Fort-Lamy s'affole. Il appelle une première fois Paris au secours. Paris réfléchit longtemps avant de répondre. A la fin du mois d'août, pourtant, une compagnie de parachutistes, basée à Carcassonne et dépendant de la XI^e division légère d'intervention, s'envole de Toulouse pour le Tibesti. Le calme revient. Mais il est éphémère et fragile. La route du 13^e parallèle est devenue peu sûre. La vie économique du pays est paralysée. Des villages, des garnisons, des fonctionnaires en mission sont attaqués. Les récoltes de coton achetées par la Cotonfran (société française qui a le monopole du coton tchadien) sont brûlées.

La route du 13^e parallèle

Le gouvernement de Fort-Lamy comprend aussi qu'il ne peut plus compter sur son armée. Les officiers français chargés de l'assistance technique envoient à Paris et à Fort-Lamy des rapports inquiétants : indisciplinés, gagnés par l'alcoolisme, les soldats tchadiens et certains de leurs officiers sont incapables de maintenir l'ordre.

Au début de 1969 l'armée tchadienne est complètement débordée. L'administration a peur. Le pays est au bord du chaos. Le président Tombalbaye se résigne alors à écrire au général de Gaulle pour lui demander l'appui de la France. De Gaulle commence par refuser. Jacques Foccart n'est pas très favorable à l'intervention. Il y a dans la majorité et jusque dans le gouvernement des divergences dont l'écho est encore sensible aujourd'hui.

« Quelques avions ne résoudreont pas le problème du Tchad, répond en substance de Gaulle. En revanche,